

nous n'hésitons pas à publier, à cause de son importance :

Messieurs,

Je suis vivement touché du vœu émis par l'Assemblée des notables à Mexico dans sa séance du 10 juillet, et que vous êtes chargés de me communiquer.

Il est flatteur pour notre maison que les regards de vos compatriotes se soient tournés vers la famille de Charles-Quint, dès que le mot de monarchie a été prononcé.

Quelque noble que soit la tâche d'assurer l'indépendance et la prospérité du Mexique sous l'égide d'institutions à la fois stables et libres, je n'en reconnais pas moins, en parfait accord avec S. M. l'Empereur des Français, dont la glorieuse initiative a rendu possible la régénération de votre belle patrie, que la monarchie ne saurait y être rétablie sur une base légitime et parfaitement solide que si la nation toute entière, exprimant librement sa volonté, veut ratifier le vœu de la capitale. C'est donc du résultat des votes de la généralité du pays que je dois faire dépendre en premier lieu l'acceptation du trône qui m'est offert.

D'un autre côté, comprenant les devoirs sacrés d'un souverain, il faut que je demande, en faveur de l'Empire qu'il s'agit de reconstruire, les garanties indispensables pour le mettre à l'abri des dangers qui menaceraient son intégrité et son indépendance.

Dans le cas où ces gages d'un avenir assuré seraient obtenus, et où le choix du noble peuple mexicain, pris dans son ensemble, se porterait sur moi, fort de l'assentiment de l'auguste chef de ma famille, et confiant dans l'appui du Tout-Puissant, je serais prêt à accepter la couronne.

Si la providence m'appelait à la haute mission civilisatrice attachée à cette couronne, je vous déclare dès à présent, messieurs, ma ferme résolution de suivre le salutaire exemple de l'Empereur mon frère, en ouvrant au pays, par un régime constitutionnel, la large voie du progrès basé sur l'ordre et la morale, et de sceller par mon serment, aussitôt que le vaste territoire sera pacifié, le pacte fondamental avec la nation. Ce n'est qu'ainsi que pourrait être inaugurée une politique nouvelle et vraiment nationale, où les divers peuples, oubliant leurs anciens ressentiments, travailleraient en commun à rendre au Mexique la place éminente qui lui semble destinée parmi les peuples, sous un gouvernement ayant pour principe de faire prévaloir l'équité dans la justice.

Veillez, messieurs, rendre compte à vos concitoyens des déterminations que je viens de vous énoncer en toute franchise, et provoquer les mesures nécessaires pour consulter la nation sur le gouvernement qu'elle entend se donner.

Il est donc vrai de dire, fait observer à ce sujet le *Mémorial Diplomatique*, que l'œuvre de la France, commencée, de concert avec l'Angleterre et l'Espagne, poursuivie avec l'assentiment tacite de l'Europe, reçoit de tous aujourd'hui la plus éclatante confirmation. Rendu à lui-même, le peuple mexicain revient naturellement à l'ordre et à la liberté, et la couronne impériale qu'il relève pour l'offrir à l'archiduc Maximilien ne trouve en Europe que d'universelles sympathies. Toutes les puissances s'appêtent à la reconnaître d'une manière officielle; aucune ne songe à s'abstenir. L'assentiment de l'Angleterre et de l'Espagne est depuis longtemps assuré; celui de la Prusse et de l'Italie ne saurait se faire attendre; la Suède, la

Bavière, la Belgique, la Grèce, la Hollande, le Portugal, le Danemark, tous les États du continent, en un mot, s'associeront à cet acte européen, et le Brésil, de son côté, s'empressera de renouer avec le nouvel empire des relations devenues plus fécondes et plus sûres. En réalité, la question mexicaine, qu'on se plaisait à dire hier si pleine de difficultés, se trouve donc aujourd'hui résolue.

Il serait à souhaiter qu'on pût en dire autant de celle du Holstein. Le comte de Russell a adressé une dépêche à l'envoyé anglais près de la confédération Germanique au sujet de l'exécution fédérale dans cette Province.

Les considérations sur lesquelles ce document s'appuie, sont de peu d'intérêt; mais la conclusion mérite d'être citée textuellement. La voici: "S. M. la reine ne verrait pas avec indifférence une occupation militaire du Holstein, laquelle ne pourrait cesser qu'à des conditions qui porteraient gravement atteinte à la constitution de toute la monarchie. Le gouvernement de Sa Majesté ne saurait considérer cette occupation militaire comme l'exercice légitime du pouvoir de la Confédération, ni admettre qu'on la désignât sous le nom d'*exécution fédérale*. Le gouvernement de Sa Majesté n'assisterait pas avec indifférence à une pareille démarche dirigée contre le Danemark et les intérêts européens. En conséquence, le gouvernement de Sa Majesté invite très-sérieusement la diète germanique à se désister de sa résolution et à soumettre le cas en litige entre l'Allemagne et le Danemark à la médiation d'autres puissances, que le différent ne touche pas, mais qui sont profondément intéressées au maintien de la paix européenne et de l'indépendance du Danemark." C'est presque une menace; mais c'est en même temps une offre indirecte d'arbitrage. Peut-être le cabinet de Londres ne pouvait-il moins faire pour le Danemark qui a donné une de ses princesses à l'héritier de la couronne et fourni un roi au royaume nouveau des Hellènes.

On lit dans une lettre adressée de Rome au *Monde* sous la date du 7: "Le samedi 3, le Saint-Père, revenant de sa promenade habituelle en dehors de la ville, est descendu de voiture à la place du Peuple, et a parcouru toute la longue rue du Corso jusqu'à la place de Venise à pied, au milieu d'une foule compacte accourue pour l'acclamer. Il est impossible de décrire l'enthousiasme et en même temps le respect de la population pour le Pontife-Roi. Sa Sainteté était accompagnée par Mgr. de Mérode et deux autres prélats. Lorsque le Pape est remonté en voiture, les vivats ont redoublé et l'ont accompagné jusqu'au Vatican."—